

DU DISCOURS SUR LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DE L'AUTO-ELIMINATION DU PARTI

ARPÁD SZAKOLCZAI et AGNES HORVÁTH

Introduction Les événements exceptionnels survenus en Europe de l'Est en 1989 ont surpris. On ne les avait, pour la plupart, pas prévus, même si des changements avaient été pressentis. Ils ont fait naître, aussi bien sur le plan de l'analyse sociale que politique, un certain nombre de questions nouvelles. Leur déroulement ainsi que leur caractère constituent un véritable défi, puisqu'ils remettent en cause un grand nombre des principes établis. En cherchant à expliquer les changements révolutionnaires survenus en Europe de l'Est en 1989, on est souvent confronté au discours sur la résurrection de la société civile. Ce raisonnement semble d'autant plus pertinent, que le concept de société civile fut ranimé en Europe de l'Est et largement employé, tout au long des années 80, dans un sens normatif, celui de construction d'une organisation et de soutien à la transformation du système. Rien de plus naturel de prétendre qu'après tout, ces événements prouvaient le bien-fondé de cette stratégie : la société civile renaissante triomphait du système totalitaire, pour utiliser un autre concept très en vogue ces dix dernières années. Cependant, un examen plus approfondi de ce qui était réellement en train de se passer ne permet pas semble-t-il d'accorder de la pertinence à ce scénario « naturel ». Le conflit opposant société civile et Etat, impliquerait un niveau de confrontation certain, celui d'une organisation et d'une mobilisation de masse poursuivant des objectifs précis. Or, rien de tout cela ne s'est produit. Bien au contraire, on pourrait même aller jusqu'à dire que les changements eurent lieu alors que la mobilisation était au plus bas ; mobilisation aussi bien en faveur du système, que contre ce dernier. En 1956, en Hongrie, en 1968 en Tchécoslovaquie, ou en 1980-81 en Pologne, il y avait un engagement populaire, pas en 1989, où le régime comme l'opposition ont souffert du même mal à savoir l'indifférence, voire l'apathie. La seule chose qui mobilisait les populations, peut être décrite en des termes négatifs - le désir de s'échapper (en Allemagne de l'Est) ou une mobilisation vers des biens de consommation, en Pologne et Hongrie, mobilisations que l'on peut difficilement rattacher aux considérations générales, nobles, qui sous-tendent le discours renaissant sur la « société civile ». Ceci a plus à voir avec Hobbes qu'avec Locke, Paine ou Tocqueville. Ainsi, nous pourrions difficilement expliquer la chute des régimes par un accroissement de la pression populaire. En fait, la chaîne des

événements fut déclenchée par d'autres facteurs qui ont rendu ces changements sans précédent d'autant plus intéressants pour l'analyse politique et sociale. C'était peut-être la première fois que les détenteurs du pouvoir abandonnaient aussi facilement leur position, sans être confrontés à une opposition organisée et massive contre leur régime. L'idée de la disparition de tout pouvoir, du dépérissement de l'Etat, était un principe bien connu de la pensée utopique, marxiste et bolchevique, et un objectif avoué de la révolution de 1917. Nous savons tous à quoi cela a mené par le passé. Mais la façon dont les événements de 1989 se sont déroulés dans de nombreux pays de la région montre qu'après tout, il existait là un type de pouvoir étatique que les communistes avaient été prêts à abolir : celui de l'Etat-Parti communiste. Ainsi, le contrôle le plus systématique d'une population qui ait jamais existé s'est éliminé de lui-même. Cette perte complète de contrôle et de dissolution interne ne peut arriver selon nous qu'à condition que la rationalité du système ait été douteuse depuis le début. Maintenant que le système a disparu, il nous est bien-sûr plus facile de faire apparaître les problèmes de ces contre-discours - ce qui ne veut pas dire que ce type d'analyse soit inutile. Particulièrement parce que ce qui reste des faiblesses inhérentes à cette structure de pensée, repris par l'opposition d'hier et d'aujourd'hui, ainsi que par des partis de gouvernement, entrave encore sérieusement notre jugement. Il repose premièrement sur le « mythe », ou plutôt le « contre-mythe » de l'Etat. Tandis que le mythe de l'Etat représente l'Etat comme une entité surnaturelle, support de la vérité et du bien commun, le contre-mythe l'idéalise uniquement pour le juger comme source de tous les maux. Ce discours sur l'Etat comme ennemi est hautement problématique en Europe de l'Est, puisque la source du pouvoir ainsi que l'originalité du système ne résident pas dans la notion d'Etat, mais dans la notion de parti. En un sens, l'opposition société civile - Etat constituait un euphémisme acceptable, si l'on considère le fait que le parti était hors atteinte de critique jusqu'à ces dernières années. Bien sûr, des tentatives d'inclure l'activité du parti dans la structure oppositionnelle société civile - Etat, particulièrement à travers le concept d'Etat-parti, ont existé ; mais là encore, soit les priorités étaient inversées, soit l'accent était absent ou mal placé, en raison de l'application de concepts qui affirmaient la priorité de l'Etat, Etat entendu comme Etat moderne du XXe siècle. Deuxièmement, nous rencontrons le même type de mythification ou de contre-mythification - dans le cas de la « société », ou de la « société civile », termes opposés à « l'Etat ». Nous trouvons particulièrement fascinant que, en Europe de l'Est, la résurrection du concept de « société civile » ait coïncidé avec la résurrection du concept de « totalitarisme », au moment-même où celui-ci tombait en désuétude à l'Ouest [1]. Ceci

eut lieu, entre autres, en raison du sort ordinairement réservé aux concepts ; notamment dans le cas des théories des sciences sociales inspirées de théories américaines : leur simplification ou réduction au plus petit dénominateur commun, jusqu'à la caricature. Pour Hannah Arendt, malgré un certain intérêt idiosyncratique, le concept de « totalitarisme » est complexe ; il est lié à l'histoire et à la destinée de la civilisation occidentale [2]. Cette conception devint, dans les mains de ses successeurs, un outil de la guerre froide, permettant de décrire le phénomène « d'aliénation » qui eut lieu dans l'Allemagne nazie ou en Union Soviétique. Plutôt qu'une radiographie, c'était devenu un télescope ; ce qui nous fit réaliser qu'après tout, les différences n'étaient pas si grandes que ça. Autre facteur : il devint évident que projet totalitaire était loin d'être réalisé. Il existait différentes sources de résistance populaire, de rigidité institutionnelle, le besoin d'expertise technologique et professionnelle que le projet initial ne posait pas. A l'Ouest, le discours sur le « totalitarisme » fut abandonné à partir du moment où il fut décrété que le système bolchevique avait échoué dans ses efforts d'endoctrinement ; à l'Est, il fut repris par ceux qui essayèrent d'en tirer parti et de mobiliser des foyers de résistance. C'est pourquoi nous tenterons d'analyser le discours sur la société civile à partir de ses applications en Europe de l'Est, en corrélation avec les fondements et le devenir du « totalitarisme ».

Nous porterons ici notre attention sur deux facteurs distincts qui ont eu un impact décisif sur la façon dont le régime s'est maintenu par le passé. Ceux-ci ont, à notre avis, joué un rôle clé dans la façon dont le régime s'est dissout de lui-même : il s'agit du pouvoir de la parole et du pouvoir de l'appareil du parti. En ce qui concerne le premier, nous estimons qu'il est important, pour l'analyse d'un système dont l'origine a attribué une telle importance aux mots et aux discours, que les concepts soient clarifiés et utilisés correctement. En ce qui concerne le second, nous reprendrons les éléments de l'étude que nous avons menée en 1988 et 1989, au sein de l'appareil du parti communiste - étude rendue possible dans tous les sens du terme par les événements eux-mêmes. L'objectif des entretiens et des interviews que nous avons entrepris était de reconstruire le « programme », c'est à dire de restituer la rationalité et la fonctionnalité des activités des comités locaux, représentants du parti au niveau du district, du comté, de la ville ou du village. D'autre part, nous voulions évaluer autant que possible l'étendue de leur influence sur le quotidien des sociétés post-communistes [3]. Nous tentons d'établir la pertinence de l'opposition société civile - Etat, pour un type de société issu des influences « manipulatrices » et des résistances au régime totalitaire ou quasi-totalitaire, une fois ce régime tombé. Une de nos découvertes les plus significatives fut que l'appareil politique avait perdu la parole et se

trouvait de plus en plus ébranlé dans la rationalité même de son fonctionnement. Ce phénomène s'est produit au sein d'un système où, pendant des décennies, l'écrasante importance du discours public, officiel, écrit, a coexisté avec ce que beaucoup considéraient comme l'absurdité totale du régime. En effet, le secret constituait alors l'un des instruments les plus importants du pouvoir ; et ce pouvoir ne tolérait pas d'attaque, de contradiction ou de moquerie envers ce principe. Cependant, seules les atteintes considérées comme des menaces pour l'ordre en place étaient sanctionnées. Les attaques considérées comme menaçantes par l'ordre existant fournissent une bonne indication de la capacité de réponse du système. Dans les pays à parti unique, on portait une grande attention à toutes les déclarations faites sur la performance du système, afin de prévenir toute attaque portée contre sa rationalité. Il existait comme un sortilège, un voile épais d'idéologie qui recouvrait tout ; et les détenteurs du pouvoir étaient manifestement persuadés que tout ce qui sortirait de ce voile et serait rendu public, représenterait une menace pour l'ordre dans son ensemble. C'est en ce sens qu'il fut attribué à la parole des pouvoirs tout à fait magiques. La vérité et le mensonge occupent une place centrale dans les textes sur le totalitarisme [4]. Notre but, ici, n'est pas simplement de dévoiler idéologie et mensonges, mais de faire apparaître également les raisons du pouvoir de la parole et de sa prohibition ; raisons cachées derrière le royaume de l'idéologie. Cet objectif est lié au fait que le programme discursif du système est absurde. Pas seulement parce qu'il n'est pas question de pouvoir de la classe ouvrière, cela, c'est l'idéologie. Mais aussi parce que le projet réel, développé au-delà de cette idéologie et qui peut paraître positif est en fait absurde, dénué de réalité et impossible à réaliser ; c'était déplacé et périmé. Il ne répond pas à un problème du XXe siècle ; cela n'a même aucun sens dans le contexte du XXe siècle. C'est juste la réponse à un problème obsolète du XVIIe siècle, déjà dépassé. Une telle structure de pouvoir a rarement existé au cours de l'histoire. Ceci explique le complexe d'infériorité ressenti par ce système et la raison pour laquelle il a dû le rendre lui-même réel. Il lui a fallu imposer son existence à la population en la terrorisant toujours d'avantage, jusqu'à épuisement des moyens. Il a dû avoir recours à des procès spectaculaires où des individus se confessaient du plus profond de leur âme, de façon à compléter la réalité d'une terreur extérieure par la terreur d'une vérité à soi, où chaque tentative pour prouver la réalité et la vérité rendait les choses encore plus irréalistes et fausses. Il ne pouvait se concrétiser qu'en supprimant ou en trahissant la noblesse de ses idéaux, d'où ce questionnement sur son sérieux. La terreur et la répression n'étaient pas l'essence de ce système [5]. La terreur fut rendue plutôt possible

et à la fois nécessaire parce que l'entreprise était inopportune et absurde. C'est en ce sens peut-être que le phénomène bolchevique dans son intégralité est absolument unique. Despotisme et efficacité : l'émergence du discours sur la société civile On rencontre souvent dans ce qui a été écrit récemment sur la société civile les deux argumentations suivantes : tantôt on prétend que le combat entre l'Etat et la société civile, ce qu'on désigne aussi par la lutte entre la tyrannie et l'esclavage, est une constante universelle de l'histoire de l'humanité ; tantôt on prétend que, jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, voir jusqu'au début du XIXe siècle, l'Etat et la société civile ne faisaient qu'un, et c'est seulement depuis que la société a affirmé son indépendance vis à vis de l'Etat. Aucune de ces considérations ne repose sur un examen satisfaisant des faits. Nous nous proposons ici d'étudier sous quelles conditions le discours sur la société civile surgit et resurgit régulièrement. Ce concept ne fut pas utilisé fréquemment ou au hasard, au cours des deux siècles derniers, mais lié à des périodes très spécifiques et relativement courtes. Nous analyserons ici deux exemples : le concept en 1800 et sa réapparition en Europe de l'Ouest, en réponse à la crise des années soixante-dix ; et le soudain épanouissement du discours sur la société civile en Europe de l'Est dans les années quatre-vingts. 1800 : société civile et libéralisme contre l'Etat De façon générale, l'idée maîtresse qui se cache derrière le terme de société civile est l'affirmation des droits et des intérêts de la société dans son ensemble, par opposition à une entité perçue comme une forme de pouvoir tyrannique et despotique. Il n'y a a priori rien de nouveau en cela : depuis la naissance de la pensée politique dans la Grèce antique, dénoncer la tyrannie et la combattre est un problème clé. Néanmoins, la façon dont, à cette époque, la question était posée indiquerait un problème différent et plus urgent, spécifique. Par le passé, le discours contre la tyrannie était formulé en termes de formes de gouvernement ; l'opposé direct de la tyrannie, « mauvaise » forme de l'autorité d'un seul homme, étant la monarchie, la « bonne » forme. A la fin du XVIIIe siècle, la dénonciation de la tyrannie n'était pas liée à l'affirmation de la monarchie ; c'est pourquoi elle n'était liée à aucune forme de gouvernement, mais plutôt à une nouvelle utilisation non-politique du concept de société civile. En d'autres termes, à cette époque le concept de société civile fut réinterprété et dissocié de sa précédente signification, à savoir la société politique. Nous sommes donc en présence d'un phénomène nouveau, d'opposition immanente entre des concepts, l'un politique et l'autre non-politique, qui marque une différence normative jugée de l'extérieur - comme l'opposition entre l'humanisme chrétien du XVIe siècle et la guerre [6]. Le discours sur la société civile a reformé l'ancienne distinction entre le « nous » et le

« eux » opposés, « nous » représentant l'ensemble de la société, et non seulement le corps politique dans sa totalité, sens « global » retrouvé ; un sens où tout acte individuel était aspiré par ce nouveau concept, global et complet, de la société comme source de résistance. On peut saisir la particularité du concept de société civile, irréductible et même inintelligible si on le place dans le contexte d'un discours politique traditionnel, si on considère le discours antagoniste, ce qu'était véritablement la « tyrannie » contre laquelle ce concept fut développé, alors qu'elle était elle-même redéfinie et réinterprétée. La tyrannie ne correspondait plus à l'abus de pouvoir d'un seul homme, à l'action d'un prince à la recherche du bien commun privilégiant son propre intérêt (recherche préalablement définie comme une forme de justice) ; le mot tyrannie était déjà connexe au terme Etat. La tyrannie d'Etat ou le despotisme de l'Etat sont pour nous des expressions tellement communes que nous perdons de vue l'innovation que constituait leur association il y a deux cents ans. Car l'expression « tyrannie d'Etat » aurait été complètement dénuée de sens pour la pensée politique du XVIe ou du XVIIe siècle. Pour Hobbes, cette phrase aurait été un non-sens - non pas en raison d'une interprétation libérale du Leviathan de Hobbes faisant de ce dernier un apôtre de la tyrannie, mais bien au contraire, parce que ce dernier résumait le développement de la pensée et de la réalité politique de plusieurs siècles en un projet complet, la première tentative moderne pour rendre la tyrannie impossible. La société et l'institution politique réunies par le premier Etat moderne furent d'ailleurs le résultat de ce développement. La lutte contre la tyrannie, au sens traditionnel du terme, n'est pas un problème de la fin du XVIIIe siècle, mais du XVe et du XVIe siècles. A cette époque, d'abord en Italie puis dans toute l'Europe, les contraintes traditionnelles et normatives imposées au pouvoir politique s'écroulèrent. Les freins contre la tyrannie devinrent inefficaces. Au Moyen-Âge, différentes techniques avaient été mises au point afin de convaincre celui qui gouvernait qu'il avait tout intérêt à suivre les préceptes de la justice ainsi que du bien commun. S'il s'y refusait, il se ferait excommunier ; Dieu alors se détournerait de lui et le punirait en répandant épidémies et catastrophes naturelles ; ses sujets ne lui obéiraient plus ; les princes voisins viendraient conquérir ses territoires ; il serait assassiné par ses propres serviteurs...etc. Quoiqu'on puisse penser aujourd'hui de la valeur de ces menaces, elles avaient été à l'époque très sérieuses ; certaines étaient très plausibles et se seraient réalisées plusieurs fois - les événements furent en tout cas interprétés comme tels. Cependant, ces liens entre opportunisme (intérêt personnel) et bien public se brisèrent vers le XVe siècle. L'époque suivante fut jalonnée de tentatives de découverte de nouvelles méthodes de contrôle, et de revalidation d'anciennes ;

pourtant, Machiavel, dans Le Prince, en démontra l'inutilité. Sa propre tentative, la réinsertion d'une valeur païenne, d'une vertu, se trouva tout aussi irréaliste, d'ailleurs. Toute tentative pour anoblir celui qui gouverne ou pour contrôler son intérêt personnel concret échoua donc. Cette situation sans espoir est sensible dans les meilleurs ouvrages de l'époque (More, Guicciardini, Boccacini, Machiavelli lui-même). La solution avancée pour résoudre ce problème était tellement simple, qu'elle aurait paru inconcevable à l'époque. Puisqu'il était illusoire d'empêcher ceux qui gouvernaient de privilégier leur propre intérêt, autant les limiter par cette recherche, précisément ! Le phénomène qui permit et concrétisa ce développement fut l'émergence de l'Etat moderne (Ce fut l'un des principes de l'Etat moderne). L'Etat moderne est né d'un compromis : l'affirmation d'une possible identité d'intérêt entre gouvernants et gouvernés ; un type de relation, une forme de gouvernement qui n'a existé nulle part ailleurs ; qui rend unique le développement des pays occidentaux. Cela peut être caractérisé par une règle qui transforme une nécessité en vertu ; ce qu'Aristote ou Aquinas auraient pris pour de la pure folie : « Affirmer non seulement que le dirigeant doit poursuivre son propre intérêt, mais encore que l'intérêt du dirigeant est le même que celui de l'ensemble de ses sujets ». Car avec le temps qui passe, l'intérêt de celui qui gouverne ne réside pas, dans l'oppression de ses sujets, mais plutôt dans leur nombre, bien-être, santé et prospérité. Plus il a de sujets, plus les villes et la campagne prospèrent, les taxes augmentent, l'armée croît, etc. C'est cette problématique - cet état d'esprit, qui réunit les gouvernants de l'époque, éclairés ou non. Ainsi, un Etat administratif moderne se développait sur les cendres du système juridique médiéval. Même s'il est vrai que, d'une part, l'établissement de l'Etat moderne a conduit à une dépersonnalisation du gouvernement, cela n'a pas uniquement simplifié l'apparition d'une nouvelle bureaucratie, mais aussi l'extension de l'autorité et des services personnels du Roi à l'ensemble du corps social [7]. L'établissement de l'Etat se déploya comme une réponse finale à la tyrannie, le mécanisme empêchant un quelconque retour à la tyrannie. En effet, le comportement du tyran, dans un tel système, joue contre lui car, en opprimant son « peuple », il devient le grand perdant dans cet univers du pouvoir politique où celui qui gouverne par vertu et non en dépit de la poursuite son intérêt propre, se considère et agit comme un ami du peuple, opposé à la noblesse, et soutenu par les intellectuels de l'époque. D'où l'adulation à l'époque pour le mystère de l'Etat [8]. Ceci resta vrai jusqu'au XVIIIe siècle. A cette époque, la pensée politique fut confrontée à une prise de conscience brutale et choquante, de perte douloureuse d'une vérité incontestée, celle de la valeur de l'Etat ; avec la crainte que l'Etat lui-même puisse devenir despotique. Pour beaucoup, il n'y avait là rien de

nouveau. Malgré le souci explicite et, d'une certaine façon, par la nature des choses, sincère, pour la santé et la prospérité de tous, la croissance de l'Etat moderne ne représenta pas un changement bénéfique [9]. La plupart des gens firent tout ce qu'ils purent pour préserver leur indépendance devant ce nouveau type de pouvoir, et ce, aussi bien à la campagne qu'à la ville - où la résistance fut plus difficile, car les gouvernements de celles-ci étaient intégrés dans les nouveaux organes du pouvoir d'Etat. Mais, au cours du XVIIIe siècle, la prise de conscience d'un Etat despotique se fit parmi des hommes « plus importants », plus proches des centres de décision : les administrateurs de l'Etat moderne eux-mêmes. Elle eut lieu, qui plus est, dans un contexte bien spécifique, celui des interventions inefficaces de l'Etat. Les premières voix dissonantes, qui étaient celles de gens d'influence et de pouvoir, se firent entendre sans remettre en cause le projet lui-même : ni l'identification faite entre l'intérêt de l'Etat et celui du peuple, ni la nécessité de surveillance centrale des comportements, afin de le rendre conforme aux normes de la raison et aux intérêts de l'Etat - identifiés encore, par définition, aux intérêts de chacun. Ils réalisèrent plutôt que les méthodes utilisées communément n'étaient pas efficaces pour atteindre les objectifs fixés. Par conséquent, dès les premières décennies du XVIIe siècle, dans les attaques effectives contre l'activité de l'Etat, la dénonciation du despotisme était corrélée à l'accusation d'inefficacité. En ce sens, le discours sous-jacent sur la société civile et le libéralisme ne fut pas initié par Paine ou Hegel, mais par d'Argenson - qui fut en outre le premier à proposer la pratique du laissez-faire [10]. Ainsi, la question de la loi, en termes de droits humains, était encore et à nouveau présente. La résolution du problème concernant la disparition du système juridique féodal au tout début de l'ère moderne, grâce à la doctrine de l'intérêt de l'Etat, sortait du cadre du droit. Elle fut rendue possible d'une part parce que le nouveau concept du bien public, qui nécessite d'intervenir constamment, et non pas juste de maintenir et de restaurer le statu-quo, prit une importance primordiale, et d'autre part, parce que la considération de l'intérêt de l'Etat donna un état objectif et ordonné des affaires possibles que l'on peut opposer au désordre engendré par l'injustice et la tyrannie. En fait, dès les XVIe et XVIIe siècles, on avait fait le lien entre la question de l'efficacité et la tyrannie. Mais d'une autre façon qu'aux XVIIIe et XIXe siècles. On mesurait alors l'efficacité d'une solution en identifiant l'intérêt de la société politique, alias l'Etat, à celui du Roi. Il fut ainsi possible de concevoir un véritable projet de gestion sociale, dans la mesure où le roi lui-même, point central de référence, procurait un modèle décisionnel permettant de concevoir des actions, uniques et positives, pour satisfaire l'intérêt public. Afin que ce modèle soit efficace, il fut

nécessaire d'abolir l'ancienne structure légale car toute forme de droit ou de privilège limite l'efficacité du centre de décision, le véritable représentant de l'ensemble. Il s'agit là du modèle de la souveraineté ; donc de l'amalgame entre pouvoir législatif et exécutif ; et de la revendication du bon plaisir du roi comme ayant force de loi - prétention qui peut être absolutiste mais qui est, dans l'usage de l'époque, non tyrannique. Lorsque le centre d'intérêt fut placé sur l'individu et non plus sur le roi, il fut nécessaire de repenser le lien entre légalité et efficacité. Auparavant, les juristes étaient considérés comme les pires ennemis de l'efficacité et donc, de celle de l'Etat, puisque toute loi est un obstacle aux besoins immédiats du roi, de l'Etat et du peuple, ces trois termes étant alors considérés, au-delà de l'idéologie, comme des synonymes [11]. L'intérêt se porta donc sur l'individu ; à partir de là, tout ce qui présentait un obstacle à cet intérêt était considéré non seulement comme de la tyrannie, mais également comme une menace pour le fonctionnement efficace de toute la société - revue en des termes économiques, indépendamment du corps politique ; ainsi, on en revint à l'importance des garanties légales sous la forme de droits de l'homme. Les termes de cette adéquation entre intérêts de l'Etat et intérêts individuels restaient inchangées, mais le sens de cette relation avait évolué. Alors qu'auparavant c'était le centre qui dispensait son intérêt aux autres, l'intérêt commun fut redéfini comme la somme des intérêts de tous les membres de la société. Le roi fut ainsi finalement complètement éjecté du tableau, alors que c'était lui qui transmettait cette identité d'intérêts. L'Etat, enfant des tentatives du souverain pour dominer toutes les autres forces sociales, fut redéfini en premier lieu par les humanistes et les administrateurs, qui s'en servirent pour lier le roi par ses propres intérêts ; au bout du compte, l'enfant dévora son père, pris sa place et le poussa hors du tableau. A travers le développement des deux siècles suivants, l'Etat, en tant qu'incarnation impersonnelle du commun, se détacha peu à peu de cette basse origine, en raison du fonctionnement toujours plus autonome de la société. Ce qui rendit possibles les attaques néo-libérales initiales contre l'Etat. De ce point de vue, repenser la défaite du despotisme et la victoire de la société civile, ou de la liberté, ou du libéralisme, est encore pertinent pour comprendre la situation présente de l'Europe de l'Est. Puisque la victoire ne resta pas sans condition. La société ne sortit pas indemne et semblable, de tant de siècles « d'absolutisme » [12]. L'Etat interventionniste était vaincu pour toujours ; cependant, la société civile s'organisa dans l'infrastructure tramée par le pouvoir étatique précédent. On peut même se risquer à dire que le premier pouvoir étatique moderne disparut une fois sa tâche accomplie : une fois que le corps social fut prêt à un type de gouvernement plus indirect ; une

fois qu'il devint plus homogène et plus docile ; et, parallèlement, lorsque l'on trouva des méthodes plus efficaces pour aboutir à ce résultat. Ce qui, encore une fois, ne veut pas dire que l'élargissement du pouvoir de l'Etat fut une victoire astucieuse, au même titre que la reconnaissance du droit du prince à suivre son propre intérêt dans le pacte du XVIe-XVIIe siècle, ne voulait pas dire la victoire de la tyrannie, au sens traditionnel du terme. Cela signifiait plutôt la redéfinition du précédent « contrat ». Ce fut la prise en compte des développements créés par deux siècles de pouvoir étatique, ainsi que des résistances qu'ils engendrèrent, ce qui redéfinit le contrat en ces termes : alors qu'auparavant seule la poursuite de l'intérêt privé du prince était jugée compatible et équivalent au bien commun, ceci était à présent étendu à tout le peuple. L'organe qui auparavant était chargé de faire respecter le comportement compatible avec le bien commun à tous devint alors chargé de mettre à l'écart ceux, une minorité, dont le comportement ou l'intérêt est marginal - autrement dit non compatible avec le bien commun. Cet organe, c'est la police. Le discours sur la société civile fut donc développé au départ contre un Etat actif et interventionniste, non seulement représentant une minorité tyrannique, mais qui en plus exerçait son pouvoir dans le but d'influencer les moindres détails de l'existence de tous les jours, au nom de l'intérêt des gouvernés eux-mêmes. Les années 1980 : société civile contre néolibéralisme et Etat Le discours occidental sur la société civile, réapparu dans les années 80, connaît des conditions différentes ; c'est ce que nous montrent les travaux de John Keane [13]. Même si quelques aspects de l'ancien Etat interventionniste ont survécu, ou plutôt ont refait surface dans l'Etat-Providence, et même si certaines questions de droits civiques concernant l'activité du gouvernement moderne, de la police ou encore des services secrets se posent même dans les démocraties libérales avancées, il serait déplacé de les comparer aux problèmes du despotisme au sein des premiers Etats modernes ou des Etats-Partis de type bolchevique. L'enjeu du discours sur la société civile occidentale confrontée aujourd'hui au despotisme porte sur un autre phénomène : celui de la bureaucratie, de l'augmentation de la rationalisation et de la bureaucratisation de la vie quotidienne. En d'autres termes, alors que c'est avant Marx que le discours sur la société civile apparaissait pour la première fois, c'est sous la forme d'un discours contre-marxiste, proche des idées de Max Weber, qu'il faut le voir aujourd'hui. Il y a donc une grande différence entre les deux discours, une différence qui n'est peut-être pas suffisamment soulignée dans la littérature moderne. En partie parce que le discours bureaucratique a gagné une influence et une popularité énormes, tout au long de ce siècle et parce qu'il est attribué sans distinction au début

des temps modernes. Certains historiens, révisionnistes de l'époque soi-disant « absolutiste », attirent aujourd'hui notre attention, pour la première fois, sur les problèmes qu'engendre un usage anachronique de ce terme et soulignent que le gouvernement des premiers Etats modernes n'était pas de nature bureaucratique, même si certains aspects bureaucratiques pouvaient, bien évidemment, être constatés [14]. La plupart des textes contemporains occidentaux, rassemblés dans l'ouvrage publié par John Keane, traitent à leur façon du problème de la bureaucratie [15]. Ce qui nous amène à nous poser deux questions. Premièrement, est-il vrai qu'une critique de la bureaucratie nous permet d'analyser les relations spécifiques de pouvoir, qui se sont établies dans la société moderne ? Répondre à cette question dépasserait le cadre de cet article. Deuxièmement, quel est le meilleur choix, pour déterminer les fondements du discours actuel sur la société civile en Europe centrale et de l'Est - sa version du XIXe siècle, ou celle du XXe siècle ? Cette question est particulièrement importante car le développement du discours sur la société civile, dans les travaux de John Keane, constitue un événement unique : la tentative de la gauche occidentale de l'époque d'accepter la réalité de l'existence du socialisme et le refus de considérer cette question comme indépendante des projets socialistes occidentaux. La réponse se trouve donc plutôt dans la version actuelle. Après tout, l'autre époque est révolue depuis plus de 150 ans et le monde qui nous entoure a changé radicalement. Le problème est de ne pas confondre la réalité des discours avec la réalité quotidienne. Aussi important que soit le discours actuel, l'antérieur a sa spécificité et sa périodicité propres ; et si on ne peut nier que le langage soit le pur reflet de la réalité, même s'il a ses propres pouvoirs de création - revendication-clé de la philosophie du XXe siècle -, nous devons aussi accepter que des discours issus d'une certaine problématique peuvent être redéveloppés dans des situations similaires, donc dans un contexte différent à l'avenir. On peut dès lors apparenter les discours tenus actuellement à l'Ouest et à l'Est, à propos de la lutte contre la bureaucratie - par un lien évident. Nous nous appuyons à présent sur notre étude du fonctionnement de l'appareil du parti afin de montrer qu'il est erroné d'appliquer le langage de la « bureaucratie » au parti : c'est un cas frappant d'erreur d'identification. Même si, en Europe de l'Est, il existe des aspects évidents de bureaucratie aussi bien dans l'Etat que dans le parti, provenant par exemple de la dissémination des techniques d'administration modernes, la façon dont le parti fonctionne est fondamentalement différente de la bureaucratie. Appliquer un tel langage représenterait l'un des obstacles les plus importants à la compréhension de la spécificité des Etats-Partis de type bolchevique. Nous ne sommes pas les premiers à soutenir que le parti n'est pas,

fondamentalement, un phénomène bureaucratique. Plusieurs chercheurs qui se sont penché sur la question étaient parvenus à la même conclusion, avant nous [16]. Mais, dans la littérature de l'Europe de l'Est, ces voix ont été ignorées - principalement parce qu'il y avait peu d'informations disponibles sur le parti, peu de capacité de définir un cadre théorique remplaçant le concept dominant de la bureaucratie et parce que l'utilisation d'un langage familier était facile et avantageuse. On est donc parvenu à des dérapages curieux dans la plupart des études sur l'Europe de l'Est. Alors que certaines études insistaient sur le fait que le parti n'était pas simplement une machine bureaucratique et que les ouvrages généraux insistaient sur la novation instituée par le bolchevisme la plupart des études traitèrent le parti comme une simple organisation bureaucratique. Si nous comparons les discours sur une période plus longue, et si nous rejetons l'identification erronée avec la bureaucratisme, nous pouvons mettre à jour l'étonnante similitude qui existe entre l'utilisation faite à l'Ouest de la société civile au début du XIXe siècle, et à l'Est, au XXe siècle. Cette similitude n'est pas restreinte à la société civile, mais peut être étendue à l'ensemble de la pensée libérale. Ce n'est pas un hasard si les auteurs les plus lus et les plus cités en Europe centrale et de l'Est aujourd'hui ne sont pas ceux au centre des courants de la pensée politique occidentale - (Nietzsche, Heidegger, Freud, Gadamer, Husserl, Foucault, Schmitt, Lyotard, pour en citer quelques uns), mais Locke, Montesquieu, Constant, Tocqueville, J. S. Mill et des néo-libéraux comme Friedman et Hayek. On ne peut pas prétendre qu'un renouveau aussi incroyable de la pensée libérale primitive dans sa complétude, son innocence et sa naïveté puisse être accidentel. Il faut qu'un ensemble de problèmes communs existe, pour que cette unité soit possible. Nous voulons prouver dans cet article que cette similitude est ancrée dans l'identité des mécanismes de pouvoir contre lesquels sont dirigés ces discours ; c'est une équivalence fonctionnelle qui existe entre l'Europe de l'Ouest du début du XIXe siècle et la scène politique contemporaine en Europe centrale et de l'Est, une équivalence qui les sépare du discours occidental sur la société civile, qu'ils rencontrent actuellement. Ce mécanisme identique est l'appareil de partis, de type bolchevique et du type de l'appareil crucial des Etats dits absolutistes : la police moderne.

La première police moderne et l'Etat-parti La première « police » moderne consistait en une technique de gouvernement liée à l'art de gouverner contemporain, autrement dit à la théorie de la « raison d'Etat », et en un appareil créé pour accomplir les tâches énoncées par cette théorie. Ses activités et ses usages ne peuvent que rappeler ceux

des Etats-Partis bolcheviques. La « police » assurait la connexion, le lien ou, pour utiliser une expression contemporaine, la « communication » entre les individus ; son but était l'établissement et le maintien de la vie sociale - de la société elle-même. Elle visait toutes les relations quotidiennes qui existent à l'intérieur du corps social dans son ensemble ; elle tentait d'établir un fondement solide à la vie quotidienne et de bâtir une communauté bien organisée [17]. On oublia la réalité de cette « police », dès l'émergence des sociétés libérales et de leur police ; on la considéra alors en partie comme l'ancêtre de la police moderne. Le mythe du libéralisme renvoya la police moderne à la période entière de « l'absolutisme ». Pourtant, et on s'en rend de mieux en mieux compte à l'Ouest, en partant de constatations théorisées qui n'ont rien à voir avec l'Europe de l'Est, il est particulièrement important de comprendre cette définition et cette réalité obsolète, de la « police secrète », puisque les révolutions survenues dans les années 1800 se sont justement portées contre cette police. La Révolution Française commença par l'attaque de la Bastille ; les droits de l'Homme ne furent pas écrits seulement contre le prince, mais contre la branche exécutive du pouvoir monarchique ; enfin, le concept allemand de « bürgerliche gesellschaft » (société de citoyens) fut développé non seulement contre la tutelle du « Polizeistaat » (l'Etat policier), mais aussi contre celle de la police de l'Etat providence [18]. Ainsi, en plus d'un appareil clé du système bolchevique, on peut considérer sa police secrète comme une forme pathologique de la police moderne - plus particulièrement la police politique née de travaux de Fouché et qui fut adaptée, non sans mal, à la structure de Rechtstaat (Etat de droit) ; pour retrouver la trace de l'archétype de l'Etat-parti, il faut revenir bien avant le XIXe siècle. Penchons nous sur les techniques et les modalités qui s'avèrent identiques dans l'appareil de l'Etat-parti et dans les premiers gouvernements modernes. Tandis que la plupart des exemples seront tirés d'études pratiques et de traités relatifs à la « police », les autres proviendront de différentes sources contemporaines afin de montrer qu'il ne faut pas mettre l'accent sur le label « police », mais sur les fonctions remplies par la police moderne naissante, en comparaison d'autres appareils et techniques similaires. Place et objectifs de la discussion L'une des caractéristiques les plus surprenantes de l'Etat-parti, c'est sa prédilection pour certaines catégories qui, par leur caractère globalisant et dominant, servaient à des fins à la fois de mobilisation et d'analyse. On peut remarquer que les partis occidentaux modernes ont recours aux mêmes artifices lors des débats électoraux - des références faites au bien commun, à la nation, à l'opulence, à la bonne santé de l'économie... Cependant, les concepts utilisés par les partis de type bolchevique sont très différents : d'une

part, ils sont plus généraux, méta-théoriques en quelque sorte, ils se situent « en dessous » des concepts occidentaux modernes ; d'un autre côté, ils sont « créateurs » de ces derniers, leur servant de fondement et de soutien actif. Les mots clés sont donc la « base » ou le « pilier », « l'âme » ou la « conscience », « le ciment » et « l'ordre ». A lire les écrits de Lénine, les résolutions exprimées au Congrès du Parti, ou des études théoriques faites sur le communisme, l'on trouve la trace d'un tel langage : le Parti est le « sol » sous vos pieds, le « pilier » ; il est la « conscience » de notre temps ; il est « l'âme » du peuple ou le « ciment » de la société. Et la préoccupation ordinaire pour « l'ordre », dans le sens large, est la préoccupation-clé de tous les organes du parti, locaux ou centraux. Cet objectif permettait de maintenir le statu-quo et les privilèges existants. L'on a tenté de l'expliquer par des questions de pur intérêt personnel, mais nous pensons que c'est inverser logique. Le souci de l'ordre représente une préoccupation beaucoup plus large que l'abus de pouvoir ; la première (l'ordre) n'est pas juste une justification de la seconde (l'abus de pouvoir), mais la condition pour la rendre possible. Le communisme réprime, en principe, toute innovation, y compris celle qui pourrait se révéler bénéfique au système ou aux détenteurs du pouvoir, si l'on juge qu'elle est susceptible de renverser l'ordre. Alors que ces préoccupations sont presque absentes de la rhétorique de la politique moderne ou y sont estompées, elles étaient centrales pour la police du début de l'ère moderne ; et la manière dont elles ont été posées ne peut que rappeler le style et la réalité du bolchevisme. Un des soucis majeurs des traités politiques du XVI-XVIIe siècles était l'ordre du monde, les atteintes à cet ordre et les mesures pour le rétablir. Le problème auquel ce discours abouti - ou plutôt ce qui était considéré comme le point de référence négatif - était la réalisation de Machiavel : non seulement les contraintes extérieures de la religion étaient perdues, mais la croyance ontologique interne fondamentale dans la vision médiévale du monde, l'existence d'un Dieu transcendant présidant à toute action, étaient également perdues. Fortuna et le Destin avaient affirmé leur rôle sur les scènes de la société humaine [19]. Mais à l'opposé de Fortuna, une nouvelle réalité a commencé à se mettre en place ; quelque chose de différent de l'antique religion pacifiante : la police (ou pollycy, ou police). Dans les travaux d'Etienne Pasquier, l'éminent historien français du XVIe siècle, nous trouvons une inquiétude relative à la question de savoir si c'était Fortuna ou la « Police » qui contribuait le plus à la conservation de la France [20]. La signification de ce nouveau concept était aussi vague que charmant. Pour Pasquier la « police » était l'équivalent de délibération prudente. Mais, dans des emplois différents, elle renvoyait en même temps à la politique moderne (modern policy), à la polity, à

la constitution, à l'action politique, mais elle était différente de tout cela, car liée à l'émergence de toutes ces activités. A l'évidence, elle n'avait rien à voir avec la police moderne, surtout parce qu'elle n'était pas liée à la loi. Elle se référait à toutes sortes d'activités expéditives qui restaient totalement en dehors de l'ancien système légal. Alors que chez Pasquier, l'opposition entre Fortuna et « police » se traduisait à un niveau général et métaphysique, dans d'autres récits du XVI et XVIIe siècles, le concept de police a pris une acception plus banale, concernant, entre autres, ce qui donne effectivement le « support », le « terrain » à la communauté politique. Une métaphore particulièrement connue faisait référence aux « colonnes » ou aux « piliers » de la société. Comparons ici deux travaux du XVIIe siècle celui de Turquet et de La Mothe [21]. Tous les deux font références aux quatre « piliers », et dans chacun des cas, ils correspondent à des branches différentes de l'Etat naissant. Trois sont identiques : l'armée, la justice et les finances. Le quatrième est différent ; et dans les deux cas, il est le plus important car il constitue la fondation principale de tout l'édifice ; il est, pour ainsi dire, « le pilier des piliers ». Pour La Mothe, c'est la religion ; pour Turquet, la « police ». Ce dernier est peut-être le premier à utiliser le mot « police » de façon concrète et institutionnelle renvoyant à une technique de gouvernement et à un corps appelé à administrer et exécuter ces tâches. C'est un pas important dans la longue marche depuis le concept aristotélicien de « Politeia » jusqu'aux forces de police les plus modernes. Et, comme nous nous proposons de le montrer, par une autre voie, également vers l'Etat-Parti. Finalement, nous devons ajouter que le concept de « pilier » est, aussi, souvent associé dans cette littérature à la bourgeoisie. La métaphore de l'« âme » est souvent utilisée durant cette période. Elle est apparue dans la caractérisation des activités des lieutenants de la police à Paris, qui était apparemment l'« âme mouvante » de la multitude de personnes dans la ville [22] , ou dans des traités théoriques selon lesquels la police devait aider à procurer tant les biens du corps que ceux de l' « âme » de la population [23]. Pour des raisons évidentes, le mot "ciment" n'apparaît pas dans la littérature du début de l'ère moderne, mais il y a un grand nombre références relatives au besoin de la police d'assurer la connexion, le lien, ou pour utiliser un terme contemporain, la "communication" entre les individus [24] ; d'établir et de maintenir la vie sociale - la société elle-même. Cette préoccupation, n'est pas limité aux traités où le terme "police" apparaît. cette même idée de l'instauration de magistrats qui établissent et maintiennent la vie sociale organique, domine une des oeuvres classiques de l'époque, Politics d'Althusius [25]. Des institutions et des services qui ne se limitent pas à représenter ou à gouverner le corps politique, mais qui veillent sur la

totalité du corps social sur l'ensemble de ses relations, qui tentent d'installer la vie quotidienne pour créer l'organique, la communauté - ceci était au moins aussi important, dans la littérature politique de l'époque que la question de la souveraineté politique qui elle, fait l'objet presque exclusivement des propos tenus dans les histoires modernes de la pensée politique. Finalement le souci de l'ordre, la nécessité de l'établir et le maintenir à tout prix, est peut-être la caractéristique commune la plus importante entre la « police » du début de l'ère moderne et l'Etat Parti de type bolchevique ; On peut se rapporter aux multiples discours théoriques concernant la question générale de l'ordre aux XVI et XVIIe siècles - pourquoi l'ordre existe-t-il ?, Quelle est la nature de cet ordre ?, etc. - et à la littérature politique relative à la manière de maintenir et d'assurer l'ordre politique. Ce souci était compréhensible aux vues des guerres (la guerre de trente ans principalement), des guerre civiles et religieuses du XVIe et XVIIe siècles. Mais vers la fin du XVIIe siècle, cette prédilection a semble-t-il survécu alors qu'elle n'était plus fonctionnelle [26].

Le champ d'activités Nous avons, d'un côté une préoccupation pour les fondements de la société, concernant aussi bien la « police » du début de l'époque moderne que l'Etat-Parti contemporain ; de l'autre, un intérêt pour la plus petite activité, et dans les moindres détails. Notre étude des comités du parti communiste à Budapest, à l'échelon municipal, a démontré que, même en 1988, toute activité, ou presque, sociale ou économique était supposée pouvoir intéresser le parti, que ce soit le plan du conseil municipal, le prix du concombre, la fourniture d'ordinateurs aux écoles ou la disposition des places assises dans les réfectoires communs des écoles ou des entreprises. Il suffit ici de se référer aux résumés des livres monumentaux de de la Mare sur la police (quatre volumes publiés, plus de trois milles pages contenant seulement six des douze livres projetés) pour montrer que la police du début de l'époque moderne avait un champ d'activités très vaste et d'une grande diversité. Le travail de la Mare est un recueil de règlements ; les polizei-ordnungs allemandes de la même période sont également des ordonnances, des règlements et documents. Au même moment est apparu un appareil chargé de superviser l'exécution de ces résolutions, la relation entre les ordonnances et cet appareil étant analogue à celle existant entre ce dernier et les résolutions du parti. Les résolutions sont des règlements quasi légaux, comme les ordonnances. Ces dernières avaient les mêmes effets contraignants que les lois, mais elles étaient prises exclusivement par le roi, sans recours aux assemblées populaires. L'appareil appelé à exécuter ces règlements était lui-même spécifique. Utiliser le discours sur la

« bureaucratie » est presque un lieu commun indiscuté pour décrire l'appareil du parti. Pourtant, malgré certaines ressemblances, c'est une erreur. Le discours sur la bureaucratie lorsqu'il est appliqué au début de l'ère moderne est anachronique, surtout si l'on veut décrire le « service privé » du roi (opposé au fonctionnariat des « bureaucraties » étatiques émergentes. Les agents les plus importants de la police - ou d'institutions ou appareils similaires - étaient étroitement liés à la cour et au roi personnellement. Ils entretenaient une relation très particulière avec les organes administratifs et la population en général. Ils opéraient en dehors du système légal formel. C'étaient des envoyés spéciaux recrutés pour des raisons spécifiques et urgentes, qui, pendant longtemps, n'ont pas eu de résidence fixe. Les contraintes liées à leur travail montrent qu'on ne peut pas parler de bureaucratie à tout point de vue.

Prenons deux exemples comparant les techniques du début de l'époque moderne aux missions des instructeurs politiques. Le premier exemple concerne les intendants de Colbert. Dans notre étude sur l'appareil du parti, nous avons évalué deux missions extérieures majeures des membres : la représentation du parti, signifiant en même temps la représentation de la ligne de ce dernier, les résolutions concrètes, et le rôle plus insaisissable, plus flou dans sa définition, de représenter le « Parti » comme entité mythique et mystique ; la collecte et la dissémination de l'information. Notre analyse s'est concentrée, alors, sur l'importance des éléments personnels, sur les relations directes et de face à face, comme condition de l'accomplissement de fonctions multiples, manifestes et cachées associées à l'échange de l'information à l'intérieur de l'Etat-Parti. Si l'on compare ces découvertes à l'analyse des activités des intendants par James E. King, que nous ne connaissons pas l'époque, les analogies remarquables [27]. Selon King, les tâches des intendants peuvent être décrites par les deux mêmes concepts, les méthodes utilisées pour leurs réalisations sont presque identiques. Les instructions de Colbert aux intendants utilisaient presque le même langage, les mêmes analogies et les mêmes ruses que celles dont nous ont fait part les instructeurs du parti en 1988 et 1989 -concernant la nécessité d'être informé sur les grandes tendances mais également sur des détails minimes, et le besoin d'établir des liens d'amitié et d'utiliser ces relations intimes pour recueillir de l'information « réelle », etc. Le deuxième exemple est encore plus surprenant, puisqu'il concerne un pays où la police, comme « appareil », n'existait pas au début de l'époque moderne : l'Angleterre. La cour existait de la même manière qu'en France (il convient de ne pas oublier que pendant longtemps les cours françaises et italiennes constituaient pour la cour

anglaise un modèle), et les rois utilisaient des émissaires spéciaux - les membres de la chambre privé [28]. Les manières quasi-mystiques par lesquelles ces émissaires représentaient le roi ont beaucoup à voir avec la façon dont le parti était « représenté » par les instructeurs politiques, avec certes des différences évidentes. Ainsi par exemple, la croyance dans les pouvoirs mystiques du roi était partagée au XVI^e siècle par toute la population, alors qu'en Europe de l'est, au XX^e siècle, elle était restreinte aux membres du parti, ou tout au moins étaient-ils supposés croire en cette substance mystique. La question de savoir si ceci était réel ou non s'inscrit dans le jeu curieux de la « contrainte volontaire » [29] joué dans ces pays, jeu à la compréhension duquel cet article souhaiterait apporter sa contribution.

Manières et modalités A côté du type et du champ d'activités concrètes de l'appareil, il existe de nombreuses analogies entre la police du début de la période moderne et l'Etat-Parti, concernant l'instrumentalisation, le langage utilisé, etc. Il y a l'affirmation bien connue qui veut que sans le parti régnerait le chaos total et l'anarchie. Son équivalent pour la « police » est à rechercher dans l'oeuvre de Turquet [30]. Dans les manuels de cette pseudo-science particulièrement sinistre et ennuyeuse, l'économie politique du socialisme, on retrouve l'idée récurrente de la croissance « harmonieuse et proportionnée » de l'économie socialiste, dont l'analogie exacte peut être trouvée dans les oeuvres du début de l'ère moderne [31]. Pour donner un exemple concret, on peut citer la prohibition de l'activité industrielle des entreprises agricoles effective en Hongrie jusqu'à la fin des années 1970, dont la suppression a été considérée une preuve de bienveillance et d'intelligence du système « parternaliste tardif ». Cette prohibition n'avait aucune espèce de signification au XX^e siècle, mais on peut y trouver un sens mot par mot, dans l'oeuvre classique de Polizei-wissenschaft, les Eléments of Police de Justi. Cet ouvrage, par ailleurs une beauté en soi, est le plus proche modèle des manuels socialistes sur l'économie politique. Si on leur retire le bruit idéologique sur la classe ouvrière et le progrès du socialisme, on peut y trouver toutes les doctrines positives majeures du livre de Justi. Cette étonnante similitude peut éventuellement expliquer non pas ce que voulait dire Marx en bouleversant entièrement Hegel, mais ce que cela signifiait en réalité, puisque le fondement des travaux de Hegel sur la société civile repose sur les activités contenues et rapportées dans Polizei-wissenschaft de Justi [32]. Même, le célèbre économiste italien Verri, « s'exclamait » au début de son traité combien il aimerait apporter une contribution utile au bien public [33]. Le zèle que les officiers de police - et les fonctionnaires du parti - étaient supposés manifester a conduit sans

grande surprise à l'espoir de l'adoption d'attitudes similaires de la part d'une grande partie de la population. Ils devaient tout d'abord introduire au sein de la population la croyance que face à n'importe quel problème cette dernière pouvait s'en remettre à la police. Selon de la Mare, les officiers de police devaient disséminer dans la population l'idée que si quelque chose arrivait à quelqu'un il/elle devait immédiatement sentir que la police était là pour l'aider [34]. Cela implique que les officiers de police soient accessible à tout moment. Lors de notre étude sur le rôle du parti communiste dans les villages hongrois, nous avons retrouvé les mêmes préoccupations, et les mêmes assertions. Par exemple, que la porte d'un secrétaire du parti d'un village doit rester ouverte jour et nuit ; qu'il/elle devait prendre soin personnellement de tout problème, imaginable, des habitants du village, que ce soit le ravitaillement en pain ou l'acquisition de médicament étranger ; qu'il/elle devait être le premier à se lever et le dernier à se coucher. Cette dernière obligation a une longue histoire. Elle fut appliquée la première fois aux censeurs romains ; une institution considérée comme particulièrement attractive au début de l'ère moderne. Ceci nous mène à notre deuxième point : Un intérêt aussi minutieux et un tel souci du bien-être de la part d'agents à l'égard de leurs sujets, exigent d'eux en retour un respect total. Ce respect les censeurs l'ont obtenu dans le passé - des personnes aussi célèbres que Cicéron et Caton ont commencé leurs carrières en tant que censeurs. ; en France, au XVIIIe siècle, l'obtention d'une charge de haut niveau dans la police était de bonne augure pour une future carrière politique. Mais alors que pour les officiers de police modernes, cette carrière tout comme le désir d'être admiré publiquement sont bien évidemment hors de question, les officiers du XVIIIe siècle et les secrétaires du parti bolchevique demandent le même respect ; ils ont, dans une certaine mesure, reçu, de certaines personnes, quelque chose de comparable. Pour le reste, ils ont eu recours à une chose dont les censeurs romains n'avaient nullement besoin et que les administrateurs de la police ne pouvaient avoir : la terreur de la police politique moderne. La fonction idéale-typique des censeurs romains est elle-même très intéressante à la fois au regard de l'ère moderne et du contexte bolchevique, puisqu'elle représente une combinaison originale de fonction morales et répressives. Finalement nous pouvons remarquer la suffisance et l'exubérance, que dégagent les administrateurs de police français et prussiens ; leur usage de la science contemporaine à des fins d'ingénierie sociale, et leur croyance en leur propre valeur et mission, comparable à l'arrogance et, dans un sens limité dans le temps et dans l'espace, à l'innocence de leurs homologues bolcheviques.

Le bien commun comme but ultime Il n'est pas facile de retrouver les raisons de telles activités, car l'exercice du pouvoir est toujours masqué par une superposition de justifications. Quoiqu'il en soit, la rationalité spécifique du pouvoir peut être retracée à partir d'une analyse des composants discursifs de l'activité, les trajectoires de l'exercice du pouvoir ont une caractéristique propre. Dans le cas de la « police », une raison est avancée à chaque fois, l'importance première de la promotion du bien public. Dans les sociétés modernes, le service du bien public est inscrit dans nombre de services publics, administration d'Etat, dans le discours d'experts professionnels, et dans le système économique, à la fois comme un programme et une idéologie. Mais la contribution de tous ces services au bien commun est indirecte, différée ; et surtout elle n'est pas liée à un appareil ou une institution uniques. Une police comparable à celle du début de l'ère moderne serait absolument dépourvue de toute signification dans le contexte présent. Au début l'ère moderne, il en était tout autrement, puisque nombre d'efforts ont été menés pour définir la raison et l'envergure de l'activité de la police, et administrer ces missions. Non seulement la mission de servir directement le bien public était raisonnée, mais elle était liée à un projet global de formation et de transformations des relations sociales ; elle était associée à la transformation de la société toute entière, ou plutôt, à la création d'une société. L' « absolutisme », comme l'admettent de plus en plus nombre d'auteurs, n'est ni simplement un vecteur pour le despotisme du roi, ni réductible à la poursuite de politiques de cabinets favorables à une armée, ou de politiques mercantilistes pour aider ou maintenir des monopoles. C'est un projet total, imbus du sens de sa propre mission. On peut dire que mutatis mutandum, et en abandonnant les « scories » idéologiques sur la classe ouvrière, le bolchevisme a été fondé sur un projet très similaire d'ingénierie sociale, avec un sens de la mission à accomplir comparable. Plus important, cela donne au bolchevisme sa spécificité, le différenciant du despotisme asiatique antérieur, ou de l'autoritarisme contemporain latino-américain ou de l'Europe du Sud, centrés sur la domination et l'exploitation de ses sujets. Dans ce sens, il n'y a que deux précédents au bolchevisme - l'émergence de l'Etat moderne, avec sa théorie de la raison d'Etat et sa police ; le christianisme avec sa mission comparable de transformation de la réalité. Ce qui ne rend pas la réalité du bolchevisme plus acceptable ; bien au contraire, elle n'en est que plus insupportable. Les aspects les plus totalitaires de ce système résultent précisément de ses tentatives missionnaires de transformation positive de la société, à ce zèle civilisateur spécifique. Il convient d'ailleurs de noter qu'en dehors de la police, l'ennemi majeur du discours moderne sur la société civile, le libéralisme, fut le clergé. Bien que nous nous

risquions à suggérer que le bolchevisme fut une répétition du programme de sécularisation de la transformation missionnaire de la société, tentée par les Etats du début de l'ère moderne, la réalité qui l'a entourée et qu'il a produite était bien sûr loin d'être identique aux cas précédents. La vie en France sous Louis XIV, en Prusse sous Frédérique le Grand, ou en Angleterre sous Henri VIII, est incomparable à la vie dans la Russie bolchevique. C'est peut-être la raison pour laquelle de telles comparaisons historiques n'ont jamais été « véritablement » menées, bien que certains travaux aient porté l'attention sur les similitudes importantes existant entre « bolchevisme » et « absolutisme ». Seules les révisions récentes du concept d'absolutisme et les investigations méthodologiques sur le statut épistémologique de l'histoire de la pensée ont rendu possible une analyse sérieuse des similitudes entre l'Europe du début de l'ère moderne et les Etats-Partis de l'Europe de l'Est : analyse qui n'exige pas pour autant une identité de la réalité quotidienne pour qui, dépassant de loin le discours simpliste assimilant tous les types de tyrannie et d'absolutisme établit des similitudes structurelles ou plutôt programmatiques. Les Etats-Partis bolcheviques ne sont pas l'équivalent des police du début de l'ère moderne. Ils appartiennent à une période historiquement et géographiquement spécifique. Mais le programme, la rationalité qui y est ancrée, et qui peut-être extraite de l'activité régulière et quotidienne de l'appareil de l'Etat-Parti est identique. Les Etats-Partis de type bolchevique ont réinventé la « police » du début de l'ère moderne en tant qu'essence cachée de l'histoire et du développement et l'ont dupliqué dans l'Etat bureaucratique moderne et dans la police politique. Cette dernière est devenue un instrument sans précédent, insoupçonné depuis l'évolution de la « police » de l'ère moderne dans son zèle missionnaire pour la transformation de la société ; instrument qui octroyait un potentiel effrayant de contrôle total, mais qui faisait partie cependant d'une rationalité différente, et qui ne put donc jamais être bien utilisé. Il est intéressant de noter, en ce sens, que depuis les années 1970, on a assisté à l'apparition d'un large sentiment selon lequel l'utilisation des techniques modernes de recherche de l'information pouvait avoir un impact horrible en Union Soviétique. Mais ceci ne s'est jamais produit, tout simplement parce que la relation personnelle vitale dans le processus de collecte de l'information aurait été perdue. Il n'y avait aucune possibilité pour le parti d'utiliser efficacement des ordinateurs dans son processus de collecte d'information. Le but crucial de ce processus était la mobilisation, donc l'utilisation de techniques modernes d'information auraient été incompatibles avec cet objectif.

Le bolchevisme ou l'absurde devenu réalité Ces retours vers l'histoire peuvent permettre de comprendre la raison pour laquelle on assiste actuellement en Europe centrale et de l'Est à un retour du discours sur la société civile, dans sa forme classique celle du début du XIXe siècle et comme un élément de la renaissance du modèle libéral classique. Le coeur du problème n'est pas la renaissance d'un innocent, un libéralisme désuet mais l'actualisation au XXe siècle d'une institution du début de l'ère moderne. En dépit d'un certain nombre de similitudes structurelles entre l'Europe centrale et de l'Est des années 1940 et l'Europe occidentale du début de l'ère moderne, les problèmes n'étaient pas les mêmes. En effet bien qu'il existât toujours d'anciens moyens de contrôle social et politique ces derniers avaient été touchés par des éléments modernes. Des siècles de mission civilisatrice de l'Etat, l'Etat Policier traditionnel, s'étaient déployés en Autriche comme Hongrie en Tchécoslovaquie ou en Pologne. La façon dont les nouveaux éléments ont été adaptés dans la structure ancienne n'était peut-être pas qualitativement mais quantitativement différente de la situation en Europe occidentale, où il a toujours été considéré comme élément de la vie, et aussi comme une affaire de conscience politique, le fait que les innovations, les nouveautés avaient toujours revêtu les vieux habits. La tentative bolchevique de redéployer ces méthodes périmées et désuètes a donc été vaine et désastreuse dès le départ. Quelque chose était de façon flagrante inadapté. Un type de discours, une technologie du pouvoir a été redéployée qui constituait en une réponse à un problème différent - peut-être est-ce pour cette raison qu'il n'a pas été possible d'utiliser la méthode indirecte, employée au XVIIe siècle, de laisser la structure ancienne intacte. Tant que ce système était répressif, il était également absurde et grotesque. Il agissait toujours comme si quelque chose n'était pas à sa place ; il utilisait une machinerie sophistiquée sans tolérer la moindre contradiction, pour se rendre compte trop tard que le problème n'était pas celui pour lequel la machinerie avait été conçue - comme si c'était la faute du patient d'avoir eu une mauvaise maladie, et non pas celle pour laquelle la cure avait été élaborée. Pourtant deux facteurs ont rendu possible la mise en place de ce système, la construction d'une réalité matérielle sortie d'un discours absurde. Le premier a été l'impact destructeur de la guerre mondiale, en Russie d'abord puis en Europe centrale et de l'Est, - créant une situation comparable qui vit l'émergence originelle de la police, la période des guerres civiles et de religion, puis la guerre de Trente ans ; le second repose sur le fait que les sociétés de l'Europe centrale et de l'Est n'étaient pas suffisamment modernisées.

Concernant le premier facteur, la société a créé à travers une série particulière d'investissements certains mécanismes de disciplines et de contrôle, qui ne peuvent en aucun cas être décrits comme « développement organique » - exemple de plus de mythes innocents actuels de l'Europe centrale et de l'est - ou comme le chemin nécessaire de la civilisation. Au contraire, on peut construire une série précise hautement spécifique, dont le point de départ se trouve être la guerre meurtrière, guerre toujours plus meurtrière que la précédente - les éléments clés de cette série sont : la guerre de Cent ans, les guerres italiennes, commençant avec l'invasion de 1494, les guerres civiles et de religion du XVI^e siècle, la guerre de Trente ans, la Révolution française et les guerres napoléoniennes, et finalement les deux guerres mondiales -, des guerres qui ont mené à des mobilisations et à des destructions croissantes et totales. des guerres qui ont apporté légitimité et soutien populaire aux actions du centre (de pouvoir) avant, pendant et après la guerre ; où les méthodes utilisées par l'armée fournissaient des modèles à l'administration civile ; et où, finalement la pression des vagues d'ingénierie social a été suivie par des mouvements d'émancipation sociale et individuelle, mais où social et individuel étaient - se devaient d'être -, construits sur les décombres des guerres, des paix et des constructions forcées précédentes. Le modèle de séparation de l'Etat et de la société civile semble donc tenir compte insuffisamment de la profondeur de ces transformations, où le problème majeur est que l'ennemi - où ce qui est perçu comme tel - ne peut pas être limité à un corps étranger, mais est situé à l'intérieur du corps social lui-même. D'autre part cela n'implique la victoire inexorable d'un Etat toujours grandissant, mais dépend de notre habileté à y résister et à proposer des modes de vie irréductible au principe de gouvernementalité [35]. Aujourd'hui en Europe de l'est, la question de la direction à suivre est posée. Il nous semble qu'adhérer au discours libéral du début du XIX^e siècle avec un zèle et une innocence totale constitue non seulement l'absence de toute alternative, mais l'ignorance même de l'existence d'une telle alternative. Et, si c'est le cas, l'alternative n'existe peut-être pas, elle n'a aucune matérialité aucune virtualité. L'absurdité du discours bolchevique serait poussée un pas plus loin.

Concernant le second facteur, l'insuffisance des efforts antérieurs de modernisation avait rendu possible le complet accomplissement des perspectives de modernité et progrès. Ce projet visant à la mobilisation complète de la société pour la réalisation du bien commun a reçu un écho immédiat auprès d'une partie des masses et de quelques membres de l'élite. Pourtant il devint vite évident que la concrétisation du projet impliquait un pas en arrière plutôt qu'un pas

en avant. L'Etat moderne représentait une dépersonnalisation du gouvernement, alors que le parti le personnalisait, le constituait en cour du dirigeant. Il représentait un renversement absurde du processus de l'Europe de l'Ouest où les ambassadeurs personnels étaient les instruments d'une stratégie importante utilisée par les princes au début de l'ère moderne pour fonder et compléter l'appareil d'Etat. La même absurdité apparaît à propos de l'autre objectif crucial, la mobilisation. L'objectif de l'Etat du début de l'ère moderne était de mobiliser la population entière pour satisfaire ses nécessités productives et militaires. Il n'a pas abouti. Le nouveau discours sur le libéralisme et la société civile au tournant du XIXe siècle, visait à représenter et à mobiliser la société entière contre les tentatives antérieures de mobilisation interventionnistes et oppressives. Le résultat a été un nouveau compromis, sans véritable victoire pour aucun des acteurs. Mais l'aspect le plus durable et précieux était relatif aux sommets atteints par la mobilisation. C'est une étape importante dans un long processus, où le despotisme du pouvoir mène à des mobilisations toujours plus intensives et plus larges de la société toute entière, de la personne dans toute son intégralité ; demandant un ralliement de plus en plus volontaire, complet et dévoué de la part des individus ; où le politique sera dissout dans le politique, dans la quête d'une société parfaite sans pouvoir. Les résultats sont et seront encore et encore de nouveaux compromis du terrain gagné sur le despotisme, avec deux problèmes. D'une part, la complexité de tant de nouveaux compromis prépareront le terrain pour le redéploiement d'une critique libérale (de forme néo-libérale ou autre) du gouvernement, en questionnant et neutralisant quelques unes des concessions durement acquises. De l'autre, pour utiliser une métaphore chimique, la dilution continue des relations personnelles et interpersonnelles sera peut-être le résultat le plus durable et irréversible de tous ces changements, puisque les luttes successives requièrent une fidélité grandissante aux nouvelles causes détruisant ainsi la séparation entre le politique et le public à partir du personnel et de l'intime ; et comme une des conséquences, le redéploiement de la singularité des expériences, des relations et énergies humaines à l'intérieur de la sphère fermée, limitée et « sécurisée » du « privé ». Bien que la mobilisation au nom de la société civile ne soit pas un bienfait partagé, la fin du système communiste a eu pour cause non cette mobilisation, mais au contraire une démobilisation complète. On pourrait peut-être affirmer que tant qu'il a été possible de mobiliser la population, les communistes ont chaque fois tenté d'effectuer une contre-mobilisation. Une fois que les possibilités de mobilisation ont été épuisées, le système cessé de fonctionner. Ceci expliquerait peut-être que la chute du système ait été marquée par un enthousiasme populaire réduit. En Hongrie, en

Pologne ou en Slovénie, les populations ont clairement exprimé leur volonté d'en finir avec l'emprise du parti communiste sur le gouvernement. Mais alors qu'il y a quelques décennies, cela aurait été - et fût - accompagné par un soulagement extrême et un enthousiasme populaire, l'écho fut cette fois atténué. Dans notre étude des événements et attitudes politiques au sein d'un département hongrois, il est apparu évident que les changements récents ont résonné sur fond de complète apathie et démobilisation.

Selon un proverbe anglais, chaque pays a un cadavre dans son placard. Dans le cas du bolchevisme, il n'y avait rien d'autre dans la maison. Ainsi le cadavre n'est pas seulement la bureaucratie du parti ; pas seulement le fait que la classe ouvrière ne soit pas le vrai support de l'histoire ou que le parti ne soit pas le parti de la classe ouvrière ; pas même les millions de victimes de la terreur, avec les détails incroyables relatifs à la gestion de cette dernière. C'est la parfaite absurdité de l'essence du projet tout entier.

A première vue, le parti a effectivement donné une réponse apparemment plausible à un bon nombre de questions cruciales relatives aux problèmes du XXe siècle en Europe de l'Est. Il a perçu certains problèmes, des contradictions internes dans la manière dont certains éléments du capitalisme et du libéralisme étaient adaptés aux hiérarchies de pouvoir existantes à l'Est. Bien plus, suivant Saint-Simon et Marx, il a relativement bien perçu - dans une perspective étroite certes - les problèmes de la méthode libérale de gouvernement. Donc, il pouvait s'imaginer incarner une méthode de gouvernement plus avancée, post-libérale, alors qu' en définitive il n'a pris de Marx que ce qui était déjà dans Saint-Simon, le plus obsolète dans l'analyse : la résurrection - avec une certaine simplification - de l'ancien système de « police » providence qui avait été originalement déployé au nom de la création d'une bourgeoisie, mais du point de vue du prolétariat. Encore une fois, d'une manière absurde, il a ressuscité les mécanismes utilisés aux XVIIe et XVIIIe siècles visant à la « civilisation » ou à l'« embourgeoisement » de ceux qui n'étaient pas encore civilisés - dans le sens particulier où ces méthodes s'appliquaient pour la prolétarianisation de toutes les classes sociales - dès lors le projet du « re-embourgeoisement » apparaît comme un contre-discours radical à la doctrine officielle.

Professeurs à l'Institut Européen de Florence.

[1] Cf. Jacques Rupnik, "Totalitarianism revisited", in John Keane (ed.), *Civil Society and State* London, Verso, 1988.

[2] Cf. *Origins of Totalitarianism*, New York, 2e éd., Harcourt, 1958.

[3] Au sujet de "programmes", voir Michel Foucault, "Questions of Method", in *I & C*, n° 8, 1980 ; Colin Gordon, "« Afterword » to Michel Foucault" , *Power/Knowledge*, Brighton, Harvester Press, 1980. Pour avoir une vue d'ensemble sur notre recherche, voir Agnes Horvath et Arpad Szakolczai, "The Dual Power of the State Party and Its Grounds", *Social Research*, été 1990.

[4] Cf. également les travaux de Havel et Solzjenitsin, qui mettent l'accent sur le problème de la véracité.

[5] C'est l'opinion d'Hannah Arendt dans son ouvrage *Origins of Totalitarianism*, 2ème éd., N.Y., Harcourt, 1958).

[6] Cf. les textes de More, Erasmus et Vives.

[7] Ce point sera développé dans la prochaine section.

[8] On en trouve un exemple très intéressant dans le *Traicté de l'oeconomie politique* de Montchrétien (Paris, Plon, 1889 [1615]). C'est, d'une part, le premier ouvrage qui porte le titre "d'économie politique" (même si Turquet avait utilisé ce terme plus tôt) ; d'autre part, c'est l'un des derniers ouvrages du type du "miroir des princes". Tandis que Machiavel avait détourné le genre en abandonnant tout discours humaniste sur les vertus traditionnelles du roi, Montchrétien "détourna" Machiavel en replaçant le roi dans le rôle de l'individu au service de chaque habitant, dans la perspective de la prospérité économique et de l'accroissement des forces de l'Etat.

[9] Cf. les travaux d'historiens spécialistes du social, comme Eric Hobsbawm, George Rudé, E. P. Thompson ou Charles Tilly.

[10] A propos de d'Argenson, voir Nannerl O. Keohane, *Philosophy and the State in France*, Princeton Univ. Press, 1980 ; Gustave Schelle, *Vincent de Gournay*, Paris, Guillaumin, 1980 ; Edmund Silberner, *La Guerre dans la pensée économique du XVIème au XVIIIème siècle*, Paris, Sirey, 1939.

[11] Pour avoir une vue d'ensemble de la pensée politique française sur le sujet, se référer à John Keane, *op. cit.*

[12] Voir quelques uns des ouvrages les plus récents remettant en question les premières interprétations de l'absolutisme, notamment les travaux de Philippe Ariès, de Norbert Elias, de Michel Foucault et de Gerhardt Oestreich.

[13] Cf. son ouvrage *Democracy and Civil Society*, London, Verso, 1988, ainsi que la collection d'essais qu'il a publiée, *Civil Society and the State*, London, Verso, 1988 ; voir également *Public life and late Capitalism*, Cambridge Univ. Press, 1984.

[14] Nous pouvons là encore nous référer à quelques travaux "révisionnistes" sur la pertinence du concept de "bureaucratization" dans les premiers temps modernes, notamment ceux de Gerhardt Oestreich and David Starkey.

[15] Cf. particulièrement Rosanvallon et Hinrichs, Offe et Wiesenthal.

[16] A propos du parti considéré comme une organisation non-bureaucratique, cf. Abdurakhman Avtorkhanov, *The Communist Party Apparatus*, Chicago, Henry Regnery, 1966 ; Jerry F. Hough, *Soviet Prefects*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1969 ; Philip D. Stewart, *Political Power in the Soviet Union*, Indianapolis, Bobbs-Merill, 1968 ; Aryeh L. Unger, *The Totalitarian Party*, Cambridge Univ. Press, 1974.

[17] Pour réactualiser le rôle de la police, voir Michel Foucault, "Omnes et Singulatim : Towards a Criticism of « Political Reason » ", S.M. McMurrin (éd.), *The Tanner Lectures on Human Values*, Salt Lake City, The University of Utah Press, 1981.

[18] Cf. Franz-Ludwig Knemeyer, "Polizei", in *Economy and Society*, vol.9 (1980), No.2, p.182-184. Pour exemple, cf. aussi Wilhelm von Humboldt, *The Limits of State Action*, Cambridge Univ. Press, 1969.

[19] Sur le concept Machiavélien de Fortuna voir Hanna F. Pitkin, *Fortune is a woman*, Berkeley, Univ. of California Press, 1984, spécialement le chapitre 6.

[20] Voir Etienne Pasquier, *Recherches de la France*, Paris, 1607 ; sur E. Pasquier cf. George Huppert, *L'idée de l'histoire parfaite*, University of Illinois Press, 1970.

[21] Cf. Loys de Mayerne Turquet, *La monarchie aristodémocratique*, Paris, 1611. François de la Mothe Le Vayer, *Oeuvres*, vol. 1, Paris, 1662.

[22] Cf. Fontenelle, *Oeuvres*, Paris, vol. 6, 1766, p. 125.

[23] Cf. Nicolas De La Mare, *Traité de la Police*, Paris, 1705-1738, Préface.

[24] Cf. Turquet, *op. cit.*, pp.4-5 ; Emeric Crucé, *The New Cyneas*, éd. Thomas W. Balch Philadelphia, Allen, Lane & Scott, 1909.

[25] Cf. *The Politics of Johannes Althusius*, éd. Frederick S. Carney, London, Eyre and Spottiswoode, 1965.

[26] Cf. Peter Miller, « On the Interrelations between Accounting and the State », *Accounting, Organisation and Society*, 1990 (à paraître).

[27] Cf. James E. King, *Science and Rationalism in the Government of Louis XIV, 1661-1683*, New York, Octagon Books, 1972.

[28] Cf. David Starkey, « Representation through Intimacy », in Ioan Lewis (éd.), *Symbols and Sentiments*, London, Academic Press, 1977

[29] Sur la notion de contrainte volontaire voir Unger, *op. cit.*, p. 31 ; voir les attributs "mystiques" de l'adhésion au parti, voir également Yuri Glazov, *To Be or Not to Be in the Party*, Dordrecht, Kluwer, 1988.

[30] Voir Turquet, *op. cit.*, p.69.

[31] Cf. *op. cit.*, pp. 6 et 16 ; Antoine de Laval, *Desseins de professions nobles et publiques*, 2nd ed, Paris, 1613, p.319.

[32] Voir Johann Heinrich Gottlob von Justi, *Eléments généraux de police*, Paris, 1769, p. 86.. La célèbre métaphore de Hegel sur la chouette de minerve donne une parfaite illustration de la façon dont cela s'est produit. Les bolcheviques, en ce sens, ont été trop fidèles au scénario original de Marx. On peut faire la même analogie avec les administrateurs de la police et leur façon de se comporter envers leur travail. Les fonctionnaires modernes doivent être efficaces, dignes de confiance et responsables, mais ne doivent pas manifester dans leur travail un zèle particulier. Bien au contraire, un tel comportement serait « dysfonctionnel », car il perturberait le travail quotidien ordinaire. Le cas est différent pour les apparatchiks bolcheviques et

pour les officiers de police du début de l'ère moderne. Les premiers traités de police abondent en proclamations enthousiastes relatives au service du bien public. Selon Duchesne, ils devaient se lancer eux-mêmes allègrement dans toutes sortes relations sociales[[Voir Duchesne, Code de la Police, Paris, 1767, p.8.

[33] Cité in Joseph A. Schumpeter, *A History of Economic Analysis*, N.Y, Oxford University Press, 1954, p.178. A l'époque l'économie était enseignée comme une branche de la science de la police, comme en témoigne aussi les conférences données à Glasgow par Adam Smith.

[34] Selon Nicolas de la Mare, chaque fois que la paix est troublée, "la première chose qui devrait venir à l'esprit et le premier remède à utiliser devrait être le recours à un commissaire de police". De plus, ceci devrait être le cas lors d'inondations, d'assassinats ou d'accidents mais "même lors des différends qui surgissent entre les personnes d'une même famille, ou entre voisins ou des personnes ayant la même occupation ; ceux-ci devraient être conduits devant eux (i.e. les commissaires), et ils devraient être les premiers juges d'instruction ; et le plus souvent, les pacificateurs". Cf. Nicolas de la Mare, *Traité de la Police*, Paris, 1705-1738. En ce sens, il est particulièrement intéressant que le pays où cette maxime a été appliquée avec le plus de rigueur a été les Etats-Unis, considérés comme étant la patrie de la société civile depuis Hegel et Say.

[35] Sur la gouvernementalité et sa relation à la société civile, voir Michel Foucault, "Governmentality", in *I&C*, n° 8, 1980 ; et l'article de Colin Gordon in Graham Burchell, Colin Gordon, Peter Miller (eds.), *Foucault and Governmentality*, Brighton, Harvester Press, 1991.